



## Rapport trimestriel de suivi économique - PAM Tchad

### Résumé

- ✓ Dans le contexte de la pandémie de COVID19, l'environnement macroéconomique est jugé défavorable avec des pertes d'emplois enregistrées dans les secteurs formel et informel, et une inflation particulièrement élevée durant la dernière partie de 2020.
- ✓ Les prix des denrées de base ont augmenté au cours du premier semestre 2021 par rapport à la moyenne quinquennale, et particulièrement dans la zone sahélienne.
- ✓ Outre la tendance atypique à l'augmentation des prix des denrées alimentaires pendant la période de soudure, certains des facteurs déterminants en 2021 sont notés. Il s'agit notamment de la rareté de certains produits sur le marché en raison d'une production sous-optimale en 2021 due aux inondations ; les coûts de transaction élevés liés aux coûts de transport et à une éventuelle augmentation des frais de douane; et la demande extérieure des pays voisins.
- ✓ Le coût mensuel du panier minimum de dépenses assurant les 2100 kcal par jour est estimé à 41 330 XAF, nettement plus élevé que 18 000 XAF actuellement fournis par ménage bénéficiaire, laissant ainsi un écart
- ✓ Il est nécessaire d'examiner régulièrement la valeur de transfert dans le cadre de l'assistance CBT, en fonction des ressources disponibles, pour assurer une sécurité alimentaire durable pour les ménages bénéficiaires

## Introduction

Le Tchad est un pays enclavé d'Afrique centrale avec une population estimée à 15,4 millions en 2021<sup>1</sup>, dont 50,6% de femmes et une forte proportion de jeunes actifs (60%)<sup>2</sup>. À l'instar d'autres pays du Sahel, le Tchad est confronté à diverses crises tant conjoncturelles que structurelles dont les crises du Bassin du Lac Tchad, les périodes de soudure difficiles, les sécheresses, les inondations, la COVID 19, etc. Ces difficultés rendent un nombre important de la population vulnérable et constituent de sérieux revers pour les gains de développement. Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Tchad demeure parmi les 10 pays les plus pauvres avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,401 (faible). Selon l'Institut National de la Statistique, des Etudes

Economiques et Démographiques (INSEED), la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est de 47% en 2016<sup>2</sup>.

Ce rapport donne un aperçu des preuves factuelles sur le climat économique du Tchad et sur la tendance des prix des produits alimentaires de base afin de dégager leur impact sur la sécurité alimentaire et l'accès aux besoins essentiels. Le rapport est organisé en trois parties : la première partie examine les tendances macroéconomiques et fournit un aperçu rapide des voies d'impact de la pandémie de COVID19 dans le contexte ; la deuxième partie examine les tendances des prix des aliments de base ; tandis que la troisième partie examine les implications sur la programmation du PAM au Tchad

## Contexte macroéconomique

### Taux de croissance

Le Tchad regorge d'énormes potentialités et de réelles opportunités économiques, notamment en ce qui concerne les possibilités agro-sylvo-pastorales et de productions agro-pastorales non encore exploitées, celles relatives au développement de l'agro-industrie, des industries des mines, des services et du pétrole. Aussi, la proportion élevée de la population jeune constitue aussi bien des opportunités de développement économique que des défis en termes d'investissements sociaux (santé et éducation). Néanmoins, l'économie tchadienne demeure très vulnérable aux chocs macroéconomiques depuis l'indépendance en raison de la dépendance de l'économie

nationale à des matières premières et des conflits armés<sup>2</sup>. L'économie a connu une croissance inférieure à 5%<sup>3</sup> pendant la majeure partie de la période 2004-2021 avec une décroissance successive en 2016 et 2017 à la suite de la chute du cours du pétrole sur le marché international<sup>3</sup> en 2014-2015 (**Figure 1**).

La croissance économique du Tchad est portée par le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) à hauteur de 48% tandis que les secteurs secondaires et tertiaires contribuent respectivement à 14% et 38%. Ce taux de croissance limité a des implications sur la création d'emplois et par conséquent, limite des opportunités pour améliorer la sécurité alimentaire au niveau des ménages.

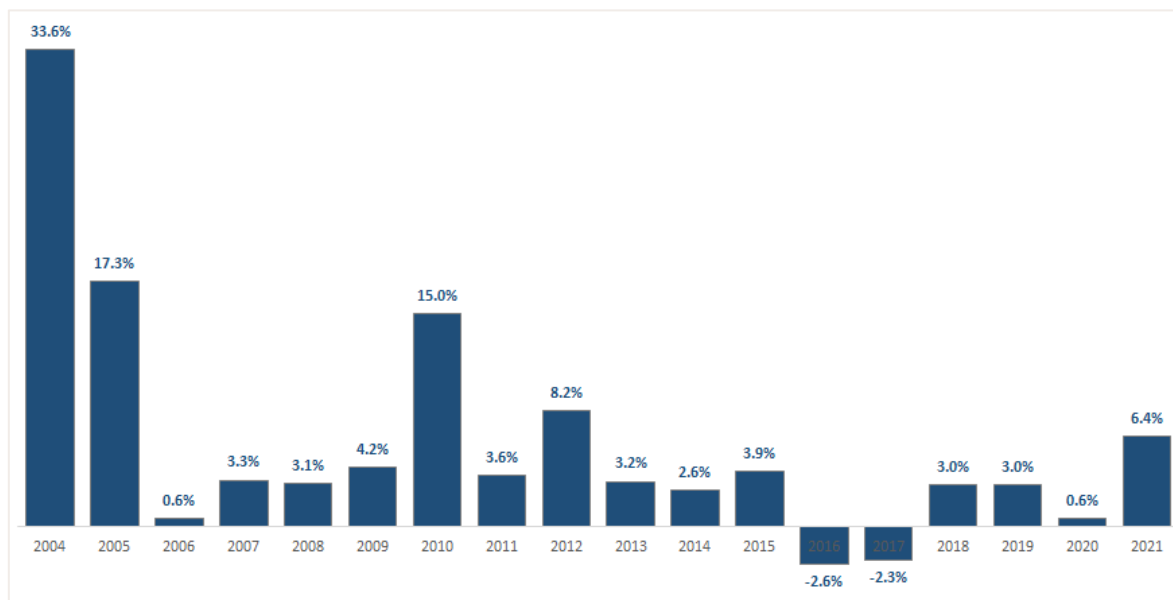
---

<sup>1</sup> Cadre Harmonisé Fev 2021

<sup>2</sup> Cf. ECOSIT3

<sup>3</sup> Rapport du FMI n.09/67

<sup>3</sup> principaux indicateurs économiques, monétaires et financiers de la CEMAC, juillet 2020

**Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (2004-2021)**

Source : administration nationale et BEAC, DEP/INSEED, 2018

## Le taux de chômage

Environ 51% des 15,8 millions d'habitants du Tchad sont en âge de travailler (15-64) tandis que 47% ont moins de 15 ans<sup>4</sup>. Plus de 90% de la main-d'œuvre active est employée dans le secteur informel, principalement 72% dans le secteur agricole et 20% dans le secteur informel non agricole<sup>5</sup>. Il n'y a pas de statistiques officielles du chômage dans le secteur informel. Il est à noter cependant que dans les zones rurales où résident la majorité des ménages agricoles, la plupart des personnes sont occupées, le temps des activités agricoles pluviales qui s'étale de avril-mai à octobre-novembre.

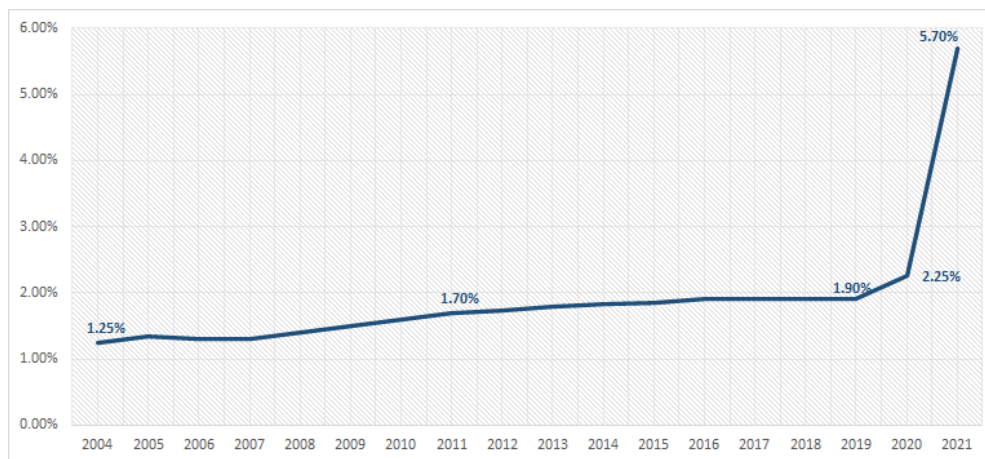
Dans le secteur formel, les statistiques officielles montrent que le taux de chômage a régulièrement augmenté depuis

2004, tout en restant inférieur à 2% (**Figure 2**). Un pic est observé entre 2020 et 2021 (5,7%) probablement lié au déclenchement de la pandémie de COVID19.

Chez les jeunes de 15ans, il est de 18,5% de la population active, celui des jeunes diplômés étant très élevé passant de 42% en 2015 à 60% en 2017 par suite de la récession économiste<sup>1</sup>. Le chômage touche beaucoup plus de femmes (26,8%) que des hommes (10,3%)<sup>4</sup>. Cela s'expliquerai par le fait que la majorité des femmes, même instruites, passent leur temps à s'occuper des tâches ménagères qui diminuent ainsi leur temps et leur effort pour chercher un emploi. De même le chômage est toujours plus accentué en milieu urbain (19,7%) qu'en milieu rural (13,9%)<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> <https://www.populationpyramid.net/chad/2020/>

<sup>5</sup> <https://www.inseed.td/index.php/blog-with-right-sidebar/cle-economique/249-emplois>

**Figure 2 : Taux de chômage du secteur formel (2004-2021)**

Source : INSEED

## Taux de change

Le taux de change USD/XAF est resté généralement élevé depuis le choc pétrolier de 2014 (**Figure 3**), avec une implication directe sur le prix des produits alimentaires et non alimentaires importés. Néanmoins, une baisse constante a été observée au cours des 12 derniers mois passant de 585,30 en juin 2020 à 547,55 en juin 2021 contrairement aux années 2016 et 2019 où il a atteint des niveaux les plus élevés.

Il faut noter que la production tchadienne est insuffisante pour couvrir les besoins de consommation de la population<sup>6</sup>. La variabilité du volume de production ne permet pas d'atteindre un niveau suffisant de couverture des besoins de la population qui eux ne cessent de croître.

En dépit de ce déficit, deux pôles extérieurs<sup>6</sup> influencent les flux agricoles au Tchad. A l'Ouest, le Nigéria et le Cameroun sont demandeurs d'oléagineux et de bétail, et pourvoyeurs de sucre et de céréales. A l'Est, le Soudan est fournisseur en sucre, en huile et en pâtes alimentaires, et receveur de céréales sèches. En règle générale, les marchés du Sud et de l'Ouest du Tchad brassent de plus importants volumes de produits vivriers que ceux du centre et de l'Est.

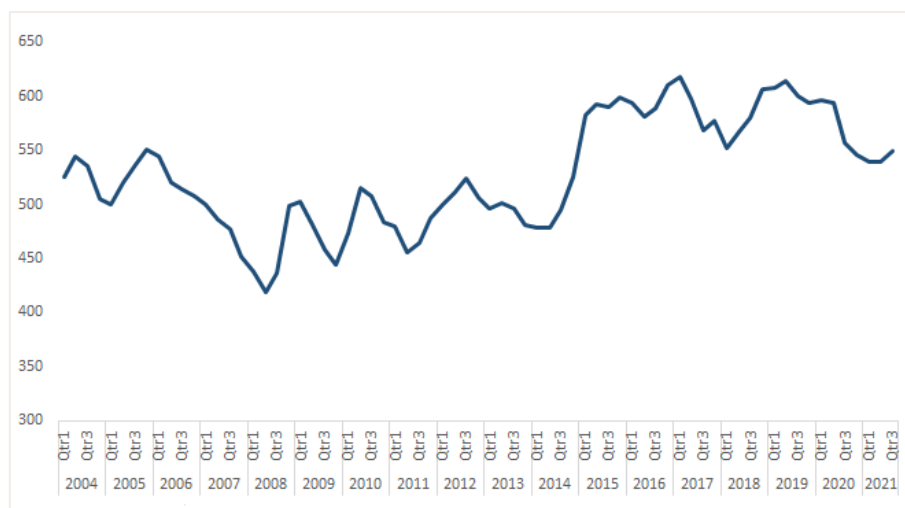
Le taux de change (USD/XAF) au 09/07/2021 est de 552.95<sup>7</sup>. Lorsque ce taux de change est élevé, la valeur des importations sera élevée entraînant ainsi une hausse des prix des biens importés<sup>7</sup>. Cela aura donc une répercussion sur les ménages diminuant ainsi leur pouvoir d'achat.

<sup>6</sup>

[https://fscluster.org/sites/default/files/documents/chd\\_rapport\\_efsah\\_el\\_mai2018.pdf](https://fscluster.org/sites/default/files/documents/chd_rapport_efsah_el_mai2018.pdf)

<sup>7</sup> <https://www.wfp.org/publications/guidance-note-exchange-rate-monitoring-july-2019>

Figure 3 : Taux de change (2004 - 2021)



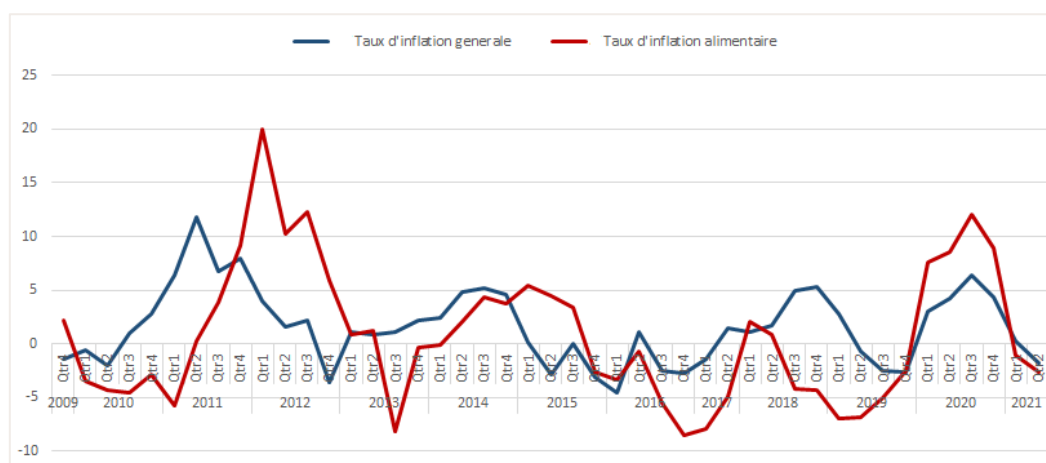
Source : [www.tradingeconomics.com](http://www.tradingeconomics.com) via [dataviz.vam.wfp.org](http://dataviz.vam.wfp.org)

## Taux d'inflation

Au cours des 10 dernières années, l'économie a été caractérisée par une alternance de périodes<sup>8</sup> de pressions inflationnistes et déflationnistes en raison de changements dans l'environnement macroéconomique tels que : la chute du cours du pétrole, les changements climatiques ayant des effets sur la production mondiale, l'instabilité au niveau des frontières, etc. En août 2020, le deuxième taux d'inflation le plus élevé depuis 2012 a été enregistré. Le

taux d'inflation alimentaire a suivi un schéma similaire à celui illustré à la **Figure 4**. L'analyse montre une instabilité continue des prix avec des effets négatifs à la fois sur les consommateurs et les producteurs. Le taux d'inflation alimentaire est sensible au niveau de production, avec des périodes de forte inflation négative précédées de périodes de forte production<sup>8</sup>.

Figure 4 : Taux d'inflation (2009-2021)



Source: [Tradingeconomic.com](http://Tradingeconomic.com) via [dataviz.vam.wfp.org](http://dataviz.vam.wfp.org)

<sup>8</sup> Voir <http://www.fao.org/faostat/fr/#country/39>

## La pandémie de COVID19 et l'économie - un aperçu

Le premier cas de la pandémie de COVID19 au Tchad a été confirmé le 19 mars 2020. Dans les semaines qui ont suivi, le Gouvernement a mis en place diverses mesures destinées à freiner la propagation de la COVID19<sup>9</sup> comme résumé à la **Figure 5**. Néanmoins, ces mesures ont eu un impact au niveau micro et macro.

La dimension macroéconomique couvre l'impact sur l'agriculture, le commerce, le tourisme, le transport, l'éducation et les activités minières avec une perte substantive de revenus et d'emplois. Elle touche également l'augmentation des prix de produits vivriers dû à la rupture de la chaîne d'approvisionnement ainsi qu'une faible position fiscale du Gouvernement dû aux dépenses élevées pour contrecarrer la crise et des rentrées très réduites. Les secteurs durement affectés par les mesures barrières au COVID-19 sont les Transports aériens et terrestre, l'hôtellerie et la restauration, le commerce et l'éducation. Ces secteurs dont leurs contributions au PIB sont importantes doivent être accompagnés pour se relever.

Comme le montre la **Figure 1** et selon la Banque mondiale, l'économie tchadienne était en reprise avant la pandémie de COVID19. Cependant, la pandémie de COVID19 a affecté négativement les prix mondiaux du pétrole, pourtant le pétrole constitue 80% des exportations du Tchad et 40% des recettes du gouvernement<sup>10</sup>. Cela a donc considérablement réduit l'espace budgétaire du gouvernement et, potentiellement, les services sociaux indispensables.

Sur le plan microéconomique, le sous-secteur du commerce général est le plus touché par les mesures barrières. Ces arrêts d'activités ont infligé une perte de revenus considérable aux entités économiques concernées. De manière générale, les mesures mises en œuvre ont indubitablement entraîné une baisse de la

demande, affecté les emplois (formels et informels) entraînant une baisse des revenus des ménages.

Néanmoins, il faut noter que certains secteurs semblent avoir bénéficié de ces mesures. Par exemple, pour la première fois, la raffinerie (SRN) exporte des produits pétroliers raffinés vers le Cameroun, la société sucrière (CST) a augmenté ses ventes intérieures, qui avaient été entravées par les importations frauduleuses, la Coton Tchad vend son huile végétale sur le marché local, tandis que les entreprises de télécommunications ont augmenté leurs ventes à l'ère du confinement/télétravail. Cela présente également des opportunités pour mieux reconstruire après COVID19.

**Figure 5 : Mesures barrières COVID19 mises en place**

- ❖ Fermeture des frontières terrestres et aérienne
- ❖ Fermeture des lieux de divertissement, de culte, bars, casinos
- ❖ Interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes
- ❖ Fermetures des écoles
- ❖ Fermetures de tous les établissements commerciaux non essentiels
- ❖ Restrictions sur les déplacements interurbains/interprovinciaux
- ❖ Mise en place des couvre-feu (du soir au matin)

<sup>9</sup> <https://presidence.td/category/synthese-des-actualites/page/8/>

<sup>10</sup>

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/119591601470297018/pdf/Chad-Economic-and-Poverty-Update-under-COVID-19.pdf>

## Indices des prix des produits alimentaires au Tchad

Les marchés du Tchad sont pour la plupart bien approvisionnés en produits agricoles (céréales, tubercules, légumineuses, etc.). La production globalement moyenne assure une bonne disponibilité et alimente les différents marchés. Le sorgho, le mil, le maïs blanc et le riz importé sont les produits alimentaires les plus importants<sup>10</sup>.

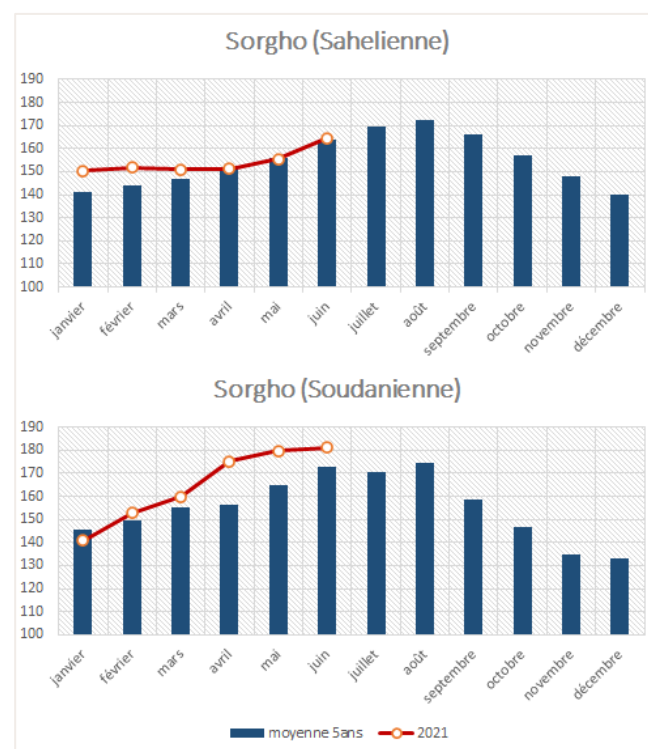
Les prix des denrées alimentaires au Tchad sont influencés, entre autres, par les flux d'import-export, les effets saisonniers et la production totale, et les coûts de transaction notamment en relation avec le transport.

Selon le calendrier agricole, la période de soudure au Tchad commence en avril et dure jusqu'en septembre, avec quelques variations entre les différentes zones géographiques. Pendant cette période, les ménages procèdent à la préparation des terres et aux semis avec des récoltes commençant en septembre. Cette période est généralement caractérisée par une moindre disponibilité alimentaire sur les marchés et une augmentation générale des prix. L'analyse qui suivra donne un aperçu des tendances des prix pour trois produits de base clés, à savoir, sorgho, mil et haricots.

### Le sorgho

Localement produit, le sorgho se commercialise notamment dans les principaux marchés urbains tels que Moundou, Abéché, Ndjamena, et Mongo. La moyenne des cinq dernières années nous montre que le prix du sorgho est resté stable dans les deux zones (sahélienne, soudanienne) au début de chaque année. Pendant la période de soudure, il y a généralement une hausse des prix dû à la rupture des stocks et la préparation de la terre et aux semis. En 2021, on observe une augmentation des prix dans la zone soudanienne, avec des prix allant jusqu'à 12% supérieurs à la moyenne sur 5 ans entre avril et juin (**Figure 6**). Dans la zone sahélienne en revanche, les prix sont restés stables en 2021 par rapport à la moyenne quinquennale.

**Figure 6 : Evolution des prix du sorgho (XAF)**

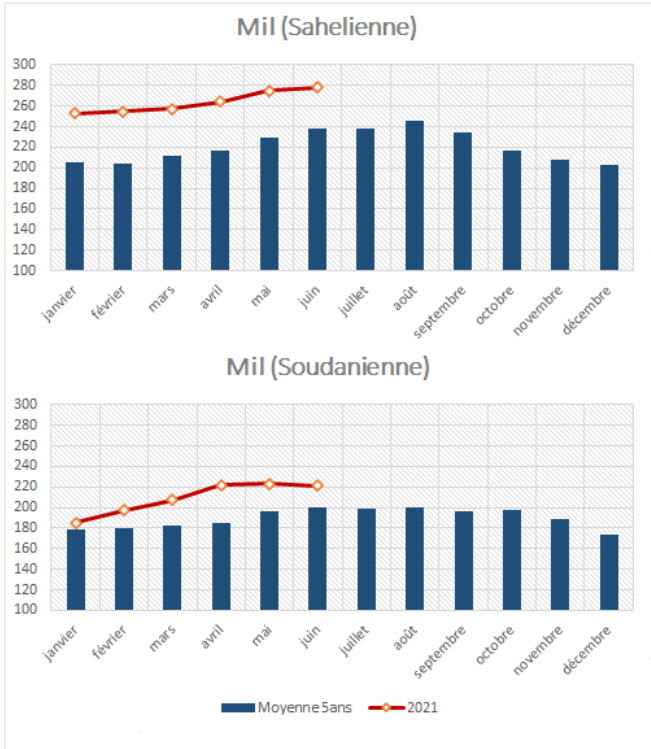


Source : FewsNet

### Le Mil

Les prix du mil suivent une tendance similaire à celle du sorgho avec une augmentation générale des prix pendant la période de soudure, comme le montre la **Figure 7**. En juin, les prix du mil étaient 25 % plus élevés dans la zone sahélienne par rapport à la zone soudanienne, et supérieurs de 17 % à la moyenne quinquennale. Le mil est fortement consommé à l'Est et au Nord du Tchad et l'augmentation de son prix est, en partie, due à la demande élevée de ce produit. Ceci est probablement aggravé par la rupture des chaînes d'approvisionnement de celui-ci dû à la fermeture des frontières pour faire face à la propagation de la COVID 19 mais également des conditions de transport difficile à cause des infrastructures routières.

**Figure 7 : Evolution des prix du mil (XAF)**



Source : FewsNet

### Niébé/haricot

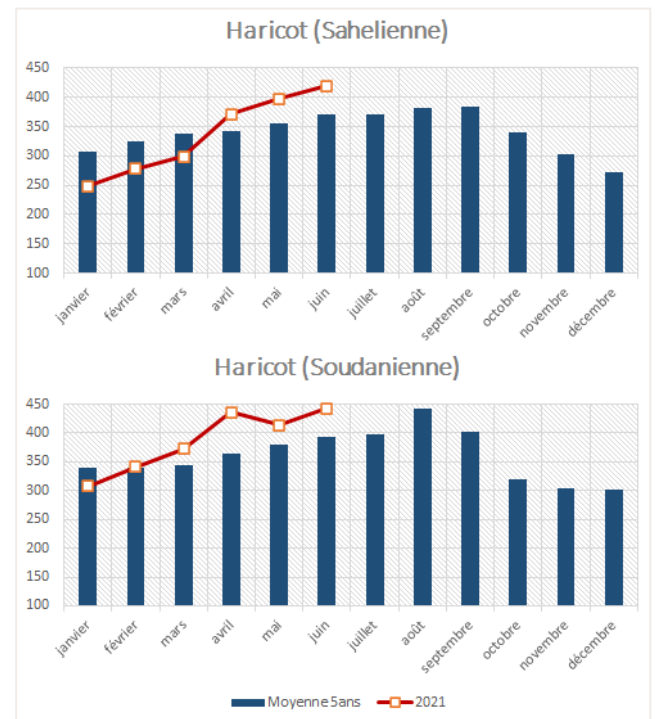
Le niébé, culture vivrière traditionnelle et familiale, est devenu une culture de rente au Tchad. L'approvisionnement du marché en niébé provient de la production domestique. Le niébé se commercialise sur les principaux marchés des grands centres urbains notamment les chefs-lieux des provinces comme N'Djamena, Moundou, Abéché, Sarh, Mongo, etc. La grande partie est autoconsommée par les producteurs eux-mêmes.

Les vendeurs/commerçants interrogés sur le mode d'approvisionnement ont affirmé qu'à cause de la fermeture des frontières liée à la crise de COVID 19, le produit n'est pas exporté au Nigéria et au Cameroun comme par le passé. Nonobstant la faible exportation, il a été signalé une faible disponibilité ou pénurie sur les marchés locaux, laquelle pénurie est causée par la baisse de productivité due aux inondations de l'année dernière dans les zones agricoles. Une raison encore de pénurie est la consommation élevée au niveau des ménages. Cette

légumineuse riche en protéine constitue le menu principal des petits restaurants urbains. La faible disponibilité combinée à une demande soutenue, les prix sont en hausse, notamment l'extrême nord, le prix observé du haricot est en hausse sur les marchés de Bardai et Zouar.

Une autre raison avancée par les commerçants de la bande sahéenne, est que le coût de transport de ce produit coûte cher car le ravitaillement se fait à partir de la zone du Guera. Globalement au cours l'année, l'approvisionnement des marchés en niébé est insatisfaisant, l'offre du niébé est baissière par rapport à l'année précédente dans presque toutes les zones agricoles. La **Figure 8** ci-dessous montrent la tendance des prix moyens les cinq dernières années et les derniers mois de l'année en cours. Les hausses de prix les plus élevées sont constatées sur les marchés d'Iriba, de Moussoro et de Goré respectivement de +57%, +48% et +33%<sup>11</sup> ces deux derniers mois consécutifs.

**Figure 8 : Evolution des prix du mil (XAF)**



Source : FewsNet

Il ressort de cette analyse que les prix des principaux produits alimentaires dans la zone sahéenne sont très élevés dans les villes comme Ndjamen, Moussoro et Mao.



Ils sont abordables à Ati et faible à abéché à l'exception du riz qui lui est très élevé.

Comparée à la zone sahélienne, la zone soudanienne est caractérisée par des prix des denrées abordables. Cela peut s'expliquer par le climat favorable dans cette zone. Toutefois on note de petites différences de prix dans certaines villes dû notamment à des inégalités pluviométriques. Ainsi donc on observe par exemple que le prix du mil et du sorgho est moins cher à Goré par rapport à Moundou et Sarh.

D'une manière générale cette analyse nous relève que les prix des produits alimentaires de première nécessité sont élevés dans la zone sahélienne que dans la zone soudanienne. Cela s'explique, en partie, par les conditions climatiques qui sont plus ou moins défavorable à cause de la faible pluviométrie et des sols qui sont moins productifs que dans le sud du pays. Ceci fait donc que la majorité des biens dans cette zone sont importés entraînant ainsi des coûts de transports qui rendent les prix des biens élevés.

## Implications pour la programmation du PAM au Tchad

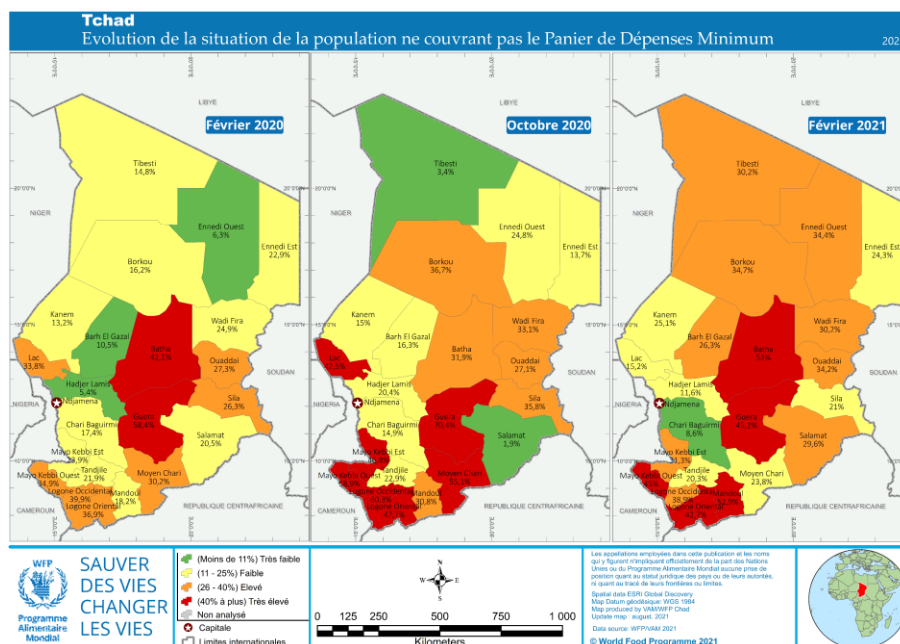
L'analyse du PAM basée sur l'évaluation de la sécurité alimentaire et des marchés (ENSAM) de février 2021 estime le coût mensuel du panier minimum de dépenses assurant les 2100 kcal par jour à 41 330 XAF. Il faut noter que l'assistance actuelle du PAM (à demi-ration) fournit environ 18 000 XAF par ménage bénéficiaire, indiquant un écart dans l'accès des ménages à la nourriture.

incapable de répondre aux besoins essentiels au niveau provincial.

Les résultats de l'ENSAM de février 2021 montrent également une augmentation du pourcentage de la population incapable de couvrir le panier de dépenses minimum (MEB). Comme le montre la **Figure 9**, il existe une variation dans le pourcentage de la population

Afin d'assurer l'efficacité de l'assistance apportée pour atteindre/maintenir la sécurité alimentaire des ménages, et compte tenu de l'augmentation globale du coût des besoins de base, une révision de la valeur de transfert est recommandée en fonction des ressources disponibles. À long terme, il sera nécessaire d'explorer la fourniture d'un ensemble consolidé d'assistance couvrant les besoins essentiels compte tenu de leur interdépendance.

**Figure 9 : Population ne couvrant pas le panier de dépenses minimum (MEB)**



**POUR PLUS D'INFORMATION SUR CE RAPPORT :**

NGARADOUMRI Asrom Ruth  
Analyse des marchés, Unité RAM  
([ruth.ngaradoumri@wfp.org](mailto:ruth.ngaradoumri@wfp.org))

Rimtebaye Riangan  
Analyse des marchés, Unité RAM  
([rimtebaye.riangan@wfp.org](mailto:rimtebaye.riangan@wfp.org))

Edgar WABYONA,  
Chef section RAM ([edgar.wabyona@wfp.org](mailto:edgar.wabyona@wfp.org))

**POUR TOUTE AUTRE INFORMATION :**

Claude JIBIDAR,  
*Directeur de Pays, [claud.jibidar@wfp.org](mailto:claud.jibidar@wfp.org)*

Eric PERDISON,  
*Directeur Adjoint de Pays/Opérations, [eric.perdison@wfp.org](mailto:eric.perdison@wfp.org)*

Raoul BALLETO,  
*Directeur Adjoint de pays/Chef de Programme, [raoul.balleto@wfp.org](mailto:raoul.balleto@wfp.org)*